



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Danièle OBONO
Députée de Paris
Groupe « La France insoumise »

Madame la ministre Agnès BUZYN
Ministère des Solidarités et de la Santé
14 avenue Duquesne, 75007 Paris

Paris, le 24 septembre 2018

Objet : demande de rencontre concernant la mise en place d'un plan d'urgence et de moyens pour une politique efficace de prévention des risques liés à la consommation de drogues à Paris 18e

Madame la Ministre,

Depuis plusieurs mois maintenant une crise sanitaire et sociale d'ampleur s'est développée sur le territoire de ma circonscription. Cette situation est le résultat de la non prise en charge de dizaines de personnes consommatrices de crack qui errent entre la place Stalingrad et les portes de la Chapelle, d'Aubervilliers et des Poissonniers dans les 18e et 19e arrondissements de Paris.

Le dénuement dans lequel survivent ces personnes pose de gros problèmes : errance et sans-abrisme, matériels d'usage de drogue non ramassés, scène de consommation à ciel ouvert... Les riverain-es et associations sont très inquiètes du manque de solutions durables à leur proposer et de la tension ainsi générée dans les quartiers concernés.

Certes, la présence de toxicomanes dans le nord-est parisien n'est pas nouvelle. Mais à partir du début des années 2000 des dispositifs publics ont été déployés pour offrir à ces personnes une prise en charge dans une optique de réduction des risques. Or, les orientations politiques ainsi que les coupes budgétaires décidées sous les deux précédentes présidences ont diminué les moyens alloués aux associations et aux institutions publiques qui travaillaient auprès de ces personnes.

Ainsi, les associations spécialisées sont de moins en moins subventionnées pour faire le travail de terrain minutieux et bénéfique qu'elles avaient développé pendant plusieurs années, ce à quoi s'ajoute la suppression des contrats aidés voulue par votre gouvernement qui limite d'autant leur intervention. Par ailleurs, de l'avis même des professionnel·les de terrain, les institutions ne sont plus dessinées pour s'adapter à l'accueil de ces personnes et les administrations, notamment la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), ne

 126 rue de l'Université 75007 Paris •  01 40 63 61 08 •  Danièle.Obono@assemblee-nationale.fr

 @Deputee_Obono •  @DeputeeObono •  Députée Obono

proposent plus de vision politique globale pour répondre aux problématiques de toxicomanie. La seule réponse apportée serait devenue quasi exclusivement sécuritaire : des évacuations, par la force publique et sans concertation avec les principaux acteurs, qui ne conduisent qu'à disséminer le problème. La dernière en date, celle du camp de la "colline" à la Porte de la Chapelle, n'a en effet permis aucune prise en charge médico-sociale des personnes qui y vivaient.

Il y a aujourd'hui urgence à apporter des solutions durables aux personnes toxicomanes en situation de grande précarité. Cela nécessite que votre ministère prenne la mesure de la situation. Les interventions auprès de ce public sont aujourd'hui trop cloisonnées : le déploiement d'actions transversales aux différents secteurs (social, médical, médico-social) doit aller plus loin que de simples phrases dans des plans. Il faut que cela soit inscrit dans des dispositifs financés et évalués, impliquant l'ensemble des partenaires.

L'administration référente doit être suffisamment dotée pour instaurer une politique de prévention et de réduction des risques et des dommages ambitieuse et cohérente. Les associations pourront ainsi développer les actions qui ont fait leurs preuves (médiation sociale, travail social, expertise) en prises avec la réalité du terrain. Par exemple, la salle de consommation à moindres risques qui a ouvert ses portes en 2016 a prouvé toute sa pertinence, mais elle ne s'adresse qu'aux injecteurs. Votre ministère pourrait soutenir une extension pour les drogues par inhalation.

Les habitant·es et usager·es de drogue du nord-est parisien ont besoin d'une réponse rapide et humaine des pouvoirs publics. La prévention et la réduction des risques et des dommages en toxicomanie ont besoin d'une direction claire et d'investissements de la puissance publique pour répondre aux défis auxquels elles font face. Il en va de la responsabilité de votre ministère d'impulser une stratégie nationale et des engagements forts de l'Etat.

En ma qualité de députée de la 17^e circonscription de Paris particulièrement touchée par cette crise, je sollicite donc un entretien auprès de vous afin d'aborder plus en détails les différents aspects des problèmes et des solutions que nous pourrions y apporter de concert. Mon équipe se tient à la disposition des services du ministère pour convenir d'un rendez-vous.

Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Danièle OBONO



✉ 126 rue de l'Université 75007 Paris • ☎ 01 40 63 61 08 • ✉ Danièle.Obono@assemblee-nationale.fr

🐦 @Deputee_Obono • 📘 @DeputeeObono • 📺 Députée Obono